
"Guérir pour prévenir" : repenser la paix à travers les mécanismes transitionnels de justice et de sécurité

Kora Andrieu et Charles Girard



Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/quaderni/894>

DOI : 10.4000/quaderni.894

ISSN : 2105-2956

Éditeur

Les éditions de la Maison des sciences de l'Homme

Édition imprimée

Date de publication : 5 mai 2015

Pagination : 73-100

Référence électronique

Kora Andrieu et Charles Girard, « "Guérir pour prévenir" : repenser la paix à travers les mécanismes transitionnels de justice et de sécurité », *Quaderni* [En ligne], 87 | Printemps 2015, mis en ligne le 05 mai 2017, consulté le 10 décembre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/quaderni/894> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/quaderni.894>

Tous droits réservés

"Guérir pour prévenir" : repenser la paix à travers les mécanismes transitionnels de justice et de sécurité

Kora
Andrieu

*Docteur en Philosophie Politique, Ex-
perte Consultante en
Justice Transitionnelle*

Charles
Girard

*Politiste,
Analyste conflits et fragilités*

« La paix n'est pas l'absence de guerre ; c'est une vertu, un état d'esprit, une volonté de bienveillance, de confiance, de justice. » Baruch Spinoza

Le développement à l'épreuve des crises et conflits : nouvelles guerres, nouvelles paix ?

Depuis la fin de la Guerre Froide, les conflits armés auraient coûté la vie à cinq millions et demi de personnes dans le monde, sans que ces chiffres fassent par ailleurs état des personnes ainsi blessées, déplacées, ou encore victimes indirectes de la violence. Ces données sont d'autant plus inquiétantes si l'on y adjoint l'apparente difficulté à y faire face : selon les chiffres de la Banque Mondiale et du Programme de Développement des Nations Unies (PNUD), un État sortant d'un conflit a plus de 40% de risques de connaître à nouveau la violence dans les cinq années qui suivent l'accord formel de paix – le cas échéant.

Ces conflits cycliques d'un genre relativement nouveau constituent un défi majeur pour le système international actuel de l'Aide au développement (qui trouve d'ailleurs en grande partie ses fondements théoriques dans la reconstruction de l'Europe en 1945), qui a progressivement développé, de manière plus ou moins coordonnée, de nouveaux outils de paix « transitionnels » conçus pour faire face à l'héritage laissé par les régimes autoritaires ou le conflit armé. Ces changements théoriques et pratiques, en ce qu'ils sont aujourd'hui devenus des incontournables de la « construction de la paix », constituent une évolution majeure du système international que les auteurs tenteront ici d'analyser.

Ainsi, un examen critique de ces évolutions



amènera d'abord à relativiser, sans la contester, la nouveauté des conflits actuels ; il montrera également le caractère encore inachevé de l'adaptation des sphères internationales à ces défis, car la prise en compte de la « sensibilité » aux environnements conflictuels reste perfectible (« *Guerres et paix dans la mondialisation* »). Dans un second temps, les prismes de la justice transitionnelle et de la réforme des systèmes de sécurité aideront à mesurer toute la pertinence d'un croisement des approches et des cultures de travail pour étendre le paradigme des politiques de paix à celui de la prévention des conflits, dans le cadre d'une articulation approfondie avec les objectifs du développement (« *Le droit et la force après un conflit* »). Cela permettra également d'élargir et de repenser autant que possible le caractère « transitionnel » de ces processus, dont l'essor est encore actuellement ralenti par des résistances conceptuelles et matérielles qu'il conviendra pour certaines de détailler.

Il s'agira, en somme, de démontrer dans quelle mesure les outils « transitionnels » et de « reconstruction », lorsqu'ils sont pensés et mis en œuvre de manière complémentaire et tangible, ont en réalité une vocation transformative, préventive et constructive qu'il convient pour le système international de s'approprier et d'assumer pour véritablement enrayer les logiques conflictuelles.

Guerres et paix dans la mondialisation

Relative nouveauté de la guerre...

La nature des conflits a rapidement et spectaculairement évoluée ces dernières décennies : alors que le nombre de confrontations entre États a

considérablement diminué, le nombre de conflits et violences internes, autrefois appelées guerres civiles, a largement augmenté. Les relations interétatiques chères à Raymond Aron et codifiées par le droit de la guerre et le droit humanitaire international, et plus globalement les affrontements entre forces conventionnelles et de puissances comparables, ont fait place aux conflits asymétriques et à « l'adversaire irrégulier », à la difficulté politique et juridique croissante de « juger la guerre », et à l'interposition de forces neutres ou tierces dont le but est moins de gagner la guerre par la persuasion que de préserver la paix par la dissuasion.

La majorité de ces crises (évaluée à 70%) surviennent au sein d'un État « faible », où les institutions et la règle du droit sont fragiles¹. États « faibles », « fragiles », voire « faillis » ou « effondrés », ce type d'expression a fleuri depuis le début de la décennie 1990 dans le vocabulaire international, si bien que certaines organisations (telles la Banque Mondiale ou l'OCDE) en ont même produit des listes et classements², conditionnant parfois l'allocation de ressources financières supplémentaires. Cette inflation des mesures chiffrées et cette transposition des indicateurs à des sphères nécessitant une grande finesse d'analyse, « *dans un monde où le culte de la notation s'imposait désormais sur le modèle boursier*³ », n'a pas toujours été bien vue. Cependant, l'apport des réflexions de champs divers sur les fragilités avait précisément l'avantage de constituer une tentative de synthèse entre les mesures « classiques » du développement humain et économique et la mesure aussi complexe que pertinente du degré d'interaction sociale et politique entre les composantes d'une société. Ces



études amenaient donc rapidement à réfléchir également sur le « modèle » à promouvoir, ou du moins les exemples desquels s'inspirer, pour aider ces jeunes États à se constituer en tant que tels, en mettant en action tout le champ de la science politique sur les diverses filiations étatiques, « *de Weber aux régimes hybrides*⁴ ».

À ce titre, l'évolution vers la notion de « fragilités » ou de « *sociétés fragiles* »⁵ est notable, en ce qu'elle semble délier à juste titre la question des fragilités de la question plus limitée du *state-building* et du modèle étatique. Certes, le renforcement du cadre légal rationnel est l'une des clés de la fragilité, mais elle est loin d'être la seule. Par ailleurs, cette notion introduit une subtilité essentielle : de nombreux États qualifiés de « fragiles » sont en réalité caractérisés par des appareils étatiques trop « forts » par rapport aux autres composantes du corps social, des régimes autoritaires qui étouffent toute tentative de gouvernance « démocratique », des régimes légaux mais non légitimes. Cette précision terminologique invitera donc pertinemment à aborder la question du *state-building* de manière plus nuancée. La création en 2012 du cadre de dialogue de la « Nouvelle Donne » (*New Deal*) pour l'intervention internationale dans les situations de fragilité est à cet égard un exemple parlant, au sens où il permet à des acteurs politiques et « développementaux » de travailler ensemble à un cadre constructif de résorption des fragilités de tous types, à travers des notions telles que la légitimité⁶ et le caractère inclusif des politiques publiques. Cela compense également quelque peu l'absence de toute référence aux conflits, fragilités et même sécurité dans les Objectifs du Millénaire pour le Développement, alors même

que ce sont dans ces contextes que les « biens publics mondiaux » sont les plus malmenés et que les progrès développementaux sont les plus faibles.

Ces fertiles débats conceptuels « appliqués⁷ », poursuivis aujourd'hui à travers la riche notion de résilience⁸ (qui fait notamment écho à celles de « chocs » ou « stress » développées par la Banque Mondiale à partir des années 2000), accompagnent aussi la montée des incertitudes de la communauté internationale devant de nouveaux conflits dont elle peine à appréhender les causes, le déroulement et les finalités. Ces affrontements d'un genre nouveau, dont on redécouvrit avec effroi à quel point ils pouvaient être violents, échappent en effet largement aux définitions classiques observées au XX^e siècle – en termes d'engagement, d'affrontement concret des volontés, ou même de finalités – selon une logique qui semble prolonger en miroir celle de Clausewitz : la politique devient en quelque sorte la continuation de la guerre par d'autres moyens, tout autant que l'inverse⁹. Aggravés notamment par la compétition accrue autour des ressources, ces conflits font en outre émerger des « objets politiques non-identifiés » défiant l'ordre international, à la faveur d'une perte de contrôle étatique sur des territoires entiers dont ils sont à la fois une cause et une conséquence. Ils font même redouter un désordre globalisé : le monde ne serait plus formé de grands ensembles tectoniques, mais d'une mosaïque de fragments en perpétuelle recomposition¹⁰. Il en va ainsi des nombreux conflits actuels observables des Grand Lacs africains aux espaces sahéliens en passant par le Nigéria, la Somalie, le Yémen, la Syrie, l'Irak, le Caucase, la Birmanie ou la Colombie :



des millions de personnes vivent de fait en une situation de « ni guerre, ni paix », qui constitue pour les acteurs de tous types une zone grise éminemment complexe à appréhender.

Il convient cependant de nuancer le caractère nouveau de ces conflits, puisque leurs caractéristiques se retrouvent finalement assez fréquemment à travers l'histoire et les civilisations¹¹, et leur configuration actuelle rappelle même une situation « *prémoderne* » antérieure au traité de Westphalie dans laquelle la guerre, celle de « tous contre tous » selon Hobbes, est largement « *désinstitutionnalisée*¹² ». Mais si ces conflits n'ont en réalité rien de « nouveau » à l'échelle de l'histoire humaine, leur environnement contextuel, comme leur internationalisation quasi-systématique, les désagréments qu'ils produisent de manière cyclique conduisant à l'auto-entretien de la dynamique conflictuelle, et bien entendu la prise de conscience et les réactions qu'ils suscitent, présentent à bien des égards un caractère « *à la fois familier et inédit*¹³ ».

...incertain renouveau de la paix

Dans ces contextes, la construction d'une paix véritablement durable et juste au sortir de la violence politique, ciblant en particulier les civils, semble donc particulièrement difficile. Ainsi la définition même de la « paix » s'est vue sensiblement modifiée depuis la fin de la Guerre Froide, évoluant d'une définition strictement sécuritaire à une conception plus normative et substantielle. Selon la première, la paix « négative » s'obtient lorsque les hostilités cessent, lorsque l'adversaire a été battu et que les armes se taisent. La paix se voit donc définie de manière assez « fine », étroite

: il s'agit de maintenir un ordre apparent, garanti généralement par la force d'un agent extérieur. La paix est alors définie comme absence de violence physique. Cette paix est celle que visaient, pendant la Guerre Froide, la plupart des interventions dites de *peacemaking*, de maintien de la paix ou de « *management* » des conflits : observation des cessez-le-feu, signature d'un accord, surveillance des frontières. Critiquant cette définition, Johann Galtung observa, dans les années 1970, que l'Afrique du Sud durant l'apartheid aurait bien pu constituer, du point de vue d'une paix négative, une société « pacifiée » : bien que fondamentalement injuste, elle demeurerait, d'un point de vue strictement sécuritaire, très ordonnée. Il était donc nécessaire selon lui d'élargir substantiellement le concept en y incluant des références à la nature de la paix visée : une paix durable est aussi et avant tout une paix juste. Elle ne doit pas éradiquer seulement la violence physique, mais également toute violence « structurelle », c'est à dire tout ce qui empêche, selon Galtung, aux hommes d'accomplir pleinement leur potentiel¹⁴. La pauvreté, l'ignorance ou la maladie constituent donc, selon lui, autant de formes de violence.

Inversement, la somme de la satisfaction de tous les besoins (survie, bien-être, sens, liberté, identité, reconnaissance) définit la « paix ». La violence structurelle désigne en fait tout ce que l'on pourrait mettre sous le terme de « injustice sociale » : les théories de la paix rejoignent ici les théories du développement, et la paix se voit repensée sous l'angle des conditions structurelles et profondes qui la rendent possible. Le *peacemaking* devient alors *peacebuilding*, une approche plus holistique qui lie le développement à la paix, et la paix à la démocratie. « *Sans paix, il n'y a*



pas de développement ni de démocratie », écrivait ainsi, en 1992, Boutros Boutros-Ghali dans son « Agenda pour la Paix », document officiel qui pose les jalons de l'approche onusienne de la paix dans le monde de l'après Guerre Froide. « *Sans développement, les bases de la démocratie feront défaut et les sociétés sombreront dans la violence* ». Cette idée a fait son chemin dans la pratique de la résolution des conflits depuis 1990, en tentant d'associer la démocratisation aux impératifs sécuritaires selon l'idée d'une « sécurité humaine ».

Cette définition positive de la paix, née dès les années 1970, dans la mouvance des premières théories du développement et de la décolonisation, est d'abord demeurée assez minoritaire durant les années de *Realpolitik* de la Guerre Froide. Elle a cependant connu une véritable renaissance à partir des années 1990, en s'associant à la défense de la démocratie libérale dans le contexte de l'optimisme suscité par une prétendue « *fin de l'histoire*¹⁵ ». Cette conception positive de la paix est très fortement connotée moralement, notamment à travers la notion d'une « transformation » spirituelle et physique des États au moment de leur « transition ». La paix devient un processus dynamique, une construction sociale durable, et non plus un simple état négativement défini. La justice n'est plus son antonyme, mais sa condition. En sorte que la démocratie, la bonne gouvernance, la paix, la stabilité et la sécurité deviennent les conditions nécessaires à tout développement durable. Ainsi l'on parlera désormais autant sinon plus de « gagner la paix » que de gagner la guerre, observant en de nombreuses occasions que les interventions militaires, si elles s'imposent parfois clairement et réussissent souvent rapidement, ne

suffisent pas à rétablir durablement la stabilité.

Cette évolution conceptuelle et philosophique entre en corrélation directe, dans la pratique, avec l'apparition ces dernières années d'une logique non plus de règlement mais de transformation du conflit, visant moins à éliminer ce dernier de l'espace public qu'à le transformer en évitant le recours à la violence et en tentant de créer ce fragile espace du désaccord pacifié auquel l'on pourrait résumer la démocratie libérale. C'est donc précisément ici, à ce stade de la réflexion internationale où les réponses classiques paraissent inadéquates à l'ampleur des défis, qu'émergent de nouveaux concepts relatifs à la sécurité ou la justice transitionnelle, qui seront développés ici. En tant qu'outils du développement, en reformant la justice et les institutions de sécurité, en promouvant la règle de droit et en tentant de refonder le monopole légitime de la violence, ils auront pour ambition assumée de contribuer à la non-récurrence des violations, et donc à la reconstruction et la pacification à plus long terme des sociétés post-conflit.

La sécurité par (et pour) le développement

Des évolutions précitées, celles concernant la sécurité sont apparues assez rapidement comme prioritaires, selon un impératif concret de maintien de la paix et de retour à la sécurité internationale. Mais devant les nombreux constats d'insuffisance du seul interventionnisme sécuritaire dans des conflits inextricables et bien plus complexes qu'attendus (dans les Balkans, en République Démocratique du Congo ou en Irak par exemple), les premières tentatives d'harmonisation entre sécurité et développement à long terme sont apparues



dans les sphères universitaires, institutionnelles et opérationnelles, sans toutefois que ce mouvement soit coordonné ni même véritablement pensé collectivement. Mais ce déficit initial n'empêchera pas l'avènement d'un nouveau mode d'action relatif au retour de la sécurité après un conflit : il ne s'agit plus seulement d'apporter la sécurité par intervention et substitution (qui, financièrement, et surtout humainement, deviennent de moins en moins supportables pour un Occident ayant banni la guerre de son horizon immédiat), mais d'aider à construire ou reconstruire des institutions de sécurité crédibles et pérennes en parallèle du développement socio-économique supposé réduire la conflictualité : ainsi le concept de « réforme du secteur (ou système) de sécurité » était né.

Le lien conceptuel entre sécurité et développement s'articula d'abord autour de la notion de « sécurité humaine », qui apparut la première fois dans le « Rapport sur le développement humain » du PNUD publié en 1994. L'objectif, sous cette appellation, était d'étendre le champ sémantique du concept de sécurité en considérant qu'il aurait fait, depuis trop longtemps, l'objet d'une interprétation restrictive qui le cantonne à la seule sécurité du territoire face aux agressions extérieures, à la protection d'intérêts nationaux face à l'étranger, ou encore à la sécurité de la planète face à la menace d'un hiver nucléaire. Le nouveau paradigme sécuritaire s'est donc construit par opposition au modèle nucléaire et étato-centré de la Guerre Froide. Au contraire, la sécurité humaine est d'abord affaire d'hommes et de « sentiments ». Ainsi, le rapport du PNUD considère-t-il que « *le sentiment de la sécurité humaine, c'est un enfant qui ne meurt pas, une maladie qui ne se propage pas, un emploi qui n'est pas supprimé, une ten-*

*sion ethnique qui ne dégénère pas en violence, un dissident qui n'est pas réduit au silence*¹⁶ ». En ce sens, la sécurité humaine est irréductible à la sécurité physique, comprise notamment en termes d'armements ou d'équilibre des forces, et relève davantage d'une question de qualité de vie et de dignité. Pour faire place à cette nouvelle approche, il fallait transférer le référentiel de la sécurité de l'État à la population, et, ainsi, promouvoir la sécurité par un développement humain durable. Prenant acte de ce changement de paradigme, le rapport Brahimi préconise, en 2000, que les Nations Unies abandonnent le modèle traditionnel du *peacekeeping* au profit d'une définition plus positive et maximaliste de la paix : le *peacebuilding*, défendant une approche préventive des conflits, plus efficace selon lui car elle touche aux causes et non pas simplement aux symptômes de la violence¹⁷.

Depuis, cette idée est devenue l'un des fondements de l'approche onusienne rapidement étendue aux autres acteurs de l'aide : l'idée est que le développement, la paix, la sécurité et les droits de l'Homme sont intimement liés et se complètent mutuellement. La sécurisation des pays sous-développés semble ici rejoindre le paradigme de la paix libérale. Par ce rapprochement entre sécurité et développement, droite et gauche, néoconservateurs et libéraux, ont donc pu s'accorder autour d'une critique partagée du modèle néolibéral du consensus de Washington, vu comme un facteur d'affaiblissement des capacités et de la légitimité de l'État. Francis Fukuyama, notamment, lui reprocha n'avoir pas suffisamment insisté sur le besoin d'un État fort, et d'avoir donc été source d'une insécurité globale. « *Le problème des États faibles* », écrit-il en effet, « *a trop longtemps été*



considéré comme un enjeu strictement humanitaire, relevant du discours des droits de l'Homme », alors qu'il s'agissait là, bien plus, d'une « *question sécuritaire*¹⁸ ». Sécurité et développement furent donc, une fois encore, liés : mal distribués, les fruits du développement peuvent renforcer les clivages sociaux et donc aussi l'insécurité. De plus en plus, l'attention de la communauté internationale se tourna donc vers ces objectifs sécuritaires compris dans cette définition plus large et plus « humaine ». Ce sont précisément ces évolutions du modèle du développement, qui soulignent l'importance des structures étatiques, de la bonne gouvernance, du développement et de la sécurité en son sens le plus holistique, qui permettent d'effectuer un rapprochement avec les problématiques de la sécurité et de la justice en période transitionnelle.

L'apport de cette interaction entre sécurité et développement est également politique : en distinguant – sans les cloisonner – les *besoins*, les *demandes* et les *perceptions* de sécurité, ce croisement analytique permet simultanément de travailler sur l'objectivité de ces demandes, de déplacer le curseur de la reconstruction sécuritaire des institutions vers les populations, de pérenniser les progrès du développement socio-économique (à rebâtir à chaque fois qu'un conflit en balaie les acquis), et de traiter des problématiques structurelles souvent liées de « mal-développement » et de « sous-sécurité ». En outre, ce lien ramène en fait aux origines de l'aide, puisque les tenants de cette dernière ont été largement édifiés sur des cendres : « *l'aide est doublement née de la guerre, en l'occurrence la Seconde Guerre mondiale, à travers le plan Marshall et la Banque internationale pour la reconstruction*

*et le développement (...) d'une certaine façon, c'était déjà une intervention que l'on qualifierait aujourd'hui de sortie de conflit et, à ce jour, la plus ambitieuse et la mieux réussie*¹⁹ ». Mais afin d'effectuer pleinement ce « retour aux sources » du développement vers les problématiques liées aux conflits, encore faut-il développer des clés de compréhension face à ces derniers et à la violence dont ils sont le prolongement.

Au-delà des interprétations dichotomiques, penser les dynamiques du conflit

Expliquer les violences de masse n'est pas une tâche facile pour les chercheurs. Trop souvent, l'émotion prend le dessus sur la raison devant des horreurs qui semblent, tout simplement, impensables : le positivisme méthodologique de la sociologie semble ici difficilement applicable. Il y a par ailleurs une certaine réticence morale à tenter de les expliquer philosophiquement : en entrant dans la logique des bourreaux, ne risque-t-on pas de légitimer leurs actions ? Comprendre, n'est-ce pas commencer à pardonner ? Mais n'aurions-nous pas plutôt « devoir d'intelligence »²⁰ face à ces actes qui paraissent *a priori* dépasser l'entendement ? Considérer que les massacres et les génocides sont à jamais impensables à cause de leur monstruosité, c'est en effet avouer la défaite de la pensée, prendre le parti des bourreaux pour qui « *ici, il n'y a pas de pourquoi*²¹ ». L'analyse de ce « pourquoi » n'est certes pas facile, mais elle s'avère nécessaire dès lors que l'on considère la question de l'après : sortir de la violence, guérir ses victimes et créer les conditions d'une « non-répétition » implique en effet de comprendre, d'abord, les raisons pour lesquelles le conflit a eu lieu. Cet effort doit conduire les démarches



transitionnelles à regarder du côté des origines socio-économiques de ce dernier par-delà les raisons « officielles » de la violence. Il convient donc, ici, d'analyser la nature de cette évolution et l'état du débat contemporain sur les « causes premières » des conflits, pour ensuite comprendre l'effet que cette compréhension peut avoir sur le développement post-conflit, en particulier dans son versant socio-économique, individuel et sociétal.

Le débat récent sur les raisons de la violence s'est développé, au sein des *conflict studies* anglo-saxonnes, entre deux argumentaires principaux. D'un côté, une théorie populaire au début des années 1990 veut que les conflits contemporains soient menés par des « barbares » hantés par des haines ethniques ancestrales que des régimes autoritaires ont pu endiguer durant la Guerre Froide, mais qui soudain explosent avec leur chute. Cet argument du « chaudron ethnique » (*ethnic cauldron*) fut particulièrement en vogue durant les guerres des Balkans, où il apparut comme manière de sauver l'idéal de la « fin de l'histoire » en réduisant ces nouveaux conflits à un mythe tribal et culturaliste, déniait ainsi toute véritable raison d'être à ces violences²². À l'extrême opposé, des chercheurs et économistes ont défendu l'idée selon laquelle les guerres contemporaines seraient tout à fait rationnelles, parce qu'aujourd'hui on pourrait bien « profiter » de la guerre : elle serait devenue une fin en soi, possédant un intérêt lucratif intrinsèque. La mondialisation du commerce, la lutte pour les ressources et, plus généralement, l'avidité, expliqueraient pourquoi certains individus ont davantage intérêt à poursuivre un conflit qu'à le conclure. Cette argumentation, qui s'appuie sur

conception strictement économique de la rationalité humaine, est notamment incarnée aujourd'hui par les travaux de Paul Collier.

Ces diverses explications pèchent cependant par leurs insuffisances. L'argument culturaliste évacue de son explication de la violence toute dimension politique économique, préférant voir en celle-ci une éruption pulsionnelle proprement irrationnelle et « tribale ». La guerre devient effondrement de la civilisation, retour à la barbarie ou à un Moyen-âge pour l'occasion dépourvu de toute nuance historiographique. Pour Mary Kaldor, ces « nouvelles guerres » (*new wars*) sont le fruit d'une idéologie particulariste, fondée sur l'homogénéité identitaire, et opposée aux valeurs du cosmopolitisme. Ces arguments omettent pourtant de rendre compte de la manière dont les identités ethniques, religieuses ou nationales sont *construites* et instrumentalisées en période de conflits. Ce processus identitaire de renaissance du « nous » s'accomplit généralement en réponse à une situation de crise, à un traumatisme d'ordre économique, et se construit à travers la perception de la différence d'un « autre » à éliminer. Ce n'est donc pas tant la différence en soi qui crée le conflit, mais la perception particulière de cette différence et son instrumentalisation politique. En tant de paix ou de prospérité, cette crispation identitaire ne se produit pas, mais, en situation de crise, elle devient vite insupportable. Prenant acte de ces subtilités, et à rebours d'une définition légale actuelle qui ne mentionne que les groupes « ethniques, nationaux, raciaux ou religieux », comme si ces caractères étaient des essences naturelles et figées, le sociologue Jacques Sémelin décide de définir plutôt le génocide comme : « *ce processus particulier de la destruction des civils*

qui vise à l'éradication totale d'une collectivité, les critères de celle-ci étant définis par ceux-là mêmes qui entreprennent de l'anéantir²³ ».

Ce courant interprétatif voit donc dans les « haines ethniques ancestrales » des constructions dissimulant en réalité des intérêts bien plus terre à terre. « *Ce ne sont pas les divisions qui créent les conflits, mais les conflits qui créent les divisions* », résume Paul Collier²⁴. La mondialisation et la libéralisation des forces économiques auraient engendré une compétition sauvage pour le contrôle des ressources naturelles, permettant de privatiser la violence et la rendant même financièrement intéressante. La guerre ne serait pas effondrement de la civilisation ou retour à la barbarie, mais correspondrait plutôt à l'établissement d'un système économique à part entière, rationnel et autosuffisant. L'érosion du système d'impôts centralisé, qui traditionnellement finançait l'effort de guerre, a suscité le besoin d'une autre forme de financement : une « économie grise » qui s'appuie sur les échanges internationaux, l'aide humanitaire et le marché noir. Le pillage deviendrait ainsi la raison principale de ces nouvelles guerres, qui n'en seraient que plus « rationnelles », du moins d'un point de vue strictement économique. Le problème est que cette interprétation, dans son versant radical, tend elle aussi à gommer toute motivation politique de la dynamique des conflits. La violence en vient à être comprise comme gratuite, insensée, et ceux qui l'infligent ne sont plus des soldats mais seulement des *hooligans*, des bandits bien souvent saouls ou drogués. La guerre devient « *un carnaval de pillage et de destruction sous alcool*²⁵ ». Le nationalisme ou l'ethnicité n'apparaissent plus, dès lors, que comme une construction, un outil de mobilisation

utilisé par les leaders de ces « bandits ». David Mueller affirme ainsi que le génocide au Rwanda ne doit absolument rien aux catégories ethniques de « Hutu » et de « Tutsi », mais qu'il ne fut en réalité que le fruit du banditisme de criminels libérés de prison spécialement pour l'occasion, un *lumpenproletariat* d'enfants des rues pour qui les massacres étaient la meilleure chose qui pût leur arriver : ils pouvaient voler, violer et se saouler gratuitement. « *C'était merveilleux* », conclut Mueller, ironique.

Cette interprétation de la violence s'apparente en réalité à une lecture marxiste, procédant d'un matérialisme historique qui voit dans tout discours politique une simple « superstructure » dissimulant des enjeux économiques bien réels. Elle fait preuve en outre d'un certain déterminisme et laisse peu de place aux choix individuels, puisqu'il y est affirmé que tant que la guerre demeurera financièrement intéressante, elle continuera. À partir de statistiques précises, Paul Collier dresse ainsi la liste de ce qu'il appelle les « facteurs de cupidité » (*greed proxies*), qui incluent, notamment, la part des exportations de matières premières dans le produit national brut (PNB) total, la proportion de jeunes hommes dans la population, ou encore le nombre moyen d'années d'éducation. Collier soutient que ces facteurs économiques expliquent davantage les conflits que le besoin, l'injustice ou la privation. « *La faisabilité de la prédation* », écrit-il, « *détermine le risque du conflit* ». À partir de ces facteurs, Collier réduit la violence à une rationalité purement instrumentale qui peut dès lors tout expliquer. On rejoint ainsi l'idée d'une raison qui conduirait droit à la barbarie²⁶. Cette interprétation rationnelle paraît *a priori* plus sa-



tisfaisante que l'explication purement ethnique et culturaliste, en ce qu'elle a au moins le mérite d'introduire des facteurs d'analyse économiques dans la dynamique de la violence et de souligner le caractère éminemment construit des identités en période de conflit. Elle a pourtant ses limites et peut très vite devenir, elle aussi, réductionniste, en ramenant tout aux choix rationnels de quelques individus et à leur désir de maximiser leur utilité. Si cette approche par la cupidité (*greed*) a raison de rejeter l'essentialisme de l'interprétation ethnique, elle peut pourtant devenir problématique dès lors qu'elle réduit totalement les conflits à cette seule dimension instrumentale, refusant d'intégrer voir les demandes de justice sociale qui en sont souvent le fond. Parce qu'il rejette d'emblée la question de la motivation, Collier évacue aussi les griefs des acteurs, affirmant que ceux-ci sont le produit du conflit plutôt que sa raison première. « *L'inégalité ne semble pas influencer sur le risque de conflit* », affirme l'économiste, qui ajoute : « *la rébellion ne paraît pas être la rage du pauvre* ».

Le danger de ces interprétations est qu'elles reposent sur un raisonnement téléologique qui fait des conflits de simples écarts par rapport à la normalité, un hoquet sur le chemin du développement et de la paix. Ôtons la cause « directe » ou « immédiate », donc, et la paix libérale reviendra. En réduisant la dynamique des conflits à une causalité unique, qu'il s'agisse de l'ethnicité ou de la cupidité, on ne parvient pas à réellement *comprendre* leurs raisons d'être dans l'esprit de ceux qui les mènent : tout conflit n'est-il pas, aussi, la manifestation de processus sociaux profondément ancrés, d'un réseau complexe d'ordres symboliques, interprétatifs et normatifs

que viendrait seulement renforcer, dans certains cas, un accès inégal aux ressources ? En expliquant les conflits par la seule dynamique de la haine ethnique « naturelle » ou de l'avidité sauvage de quelques « barbares », on en vient vraisemblablement à délégitimer la violence en général, à criminaliser toute forme de rébellion et à mettre entièrement de côté la question de la *motivation* des acteurs sociaux. Ni l'argument des guerres ethniques, ni celui du pillage, ne rendent donc bien compte de cette dynamique sociale autrement plus complexe. En s'appuyant trop exclusivement sur une catégorie explicative unique, ils en viennent à promouvoir une vision simpliste du monde divisé entre les uns - barbares, rapaces, bandits - et les autres - libéraux, civilisés, démocrates. Le conflit se voit ainsi réduit à un effondrement social, à une déviation par rapport à la normale dans des États « faillis » ou même « fragiles », au lieu d'être pensé « positivement » comme la construction alternative d'un système économique et social entièrement nouveau et autosuffisant. Ce type de dichotomie rigide alimente à son tour le pessimisme de la communauté internationale quant aux possibilités d'une résolution réelle de ces conflits. Changer de perspective impliquera donc de savoir relier ces conflits aux dynamiques socio-politiques et structurelles qui en sont le fond – donc, précisément, de regarder du côté des demandes de justice et de sécurité, dans toutes leurs acceptions et déclinaisons.



Le droit et la force après un conflit, ou l'idéal à l'épreuve du réel

La justice transitionnelle : un atout pour le développement et la construction de la paix

Il est généralement acquis que la justice transitionnelle regroupe les divers mécanismes qui visent, après un conflit ou à la chute d'un régime autoritaire, à faire face au passé, de manière tant juridique que non juridique, et à créer un cadre institutionnel supposé garantir la « non répétition » des exactions subies par les populations. Dans ses acceptions maximalistes, la justice transitionnelle est également vue comme un processus permettant d'identifier les moyens les plus adaptés pour assurer la réconciliation nationale et la démocratie après un conflit, à travers une articulation nette entre justice et paix²⁷. Ses moyens sont généralement définis au nombre de quatre (procès, enquêtes sur le passé, réparations, réformes institutionnelles), de même que ses objectifs (rétablissement de la confiance, reconnaissance des victimes, retour de la règle du droit, réconciliation)²⁸. La justice transitionnelle part d'un constat simple. Si les études montrent qu'un pays sortant d'un conflit civil a de grands risques d'y retomber rapidement, l'une des raisons de ce risque est que les facteurs qui ont initialement causé la violence ne sont pas fondamentalement réglés quand la guerre s'achève : un passé non confronté est un passé qui « ne passe pas »²⁹. Les différents « outils » de la justice transitionnelle, conceptualisée dans la mouvance de l'après-Guerre Froide, visent précisément à faciliter cette reconnaissance du passé, à en tirer les leçons pour minimiser les chances de sa répétition³⁰. Ainsi le jugement des

responsables, l'établissement de la vérité sur les crimes commis, les mesures d'« assainissement » (*vetting*) des administrations ou encore l'octroi de réparations pour les victimes sont-ils autant de mesures à la fois de justice, de reconnaissance, et de stabilisation à long terme.

Mais sortir enfin de ce cycle de violence impliquera ici encore de penser la paix dans son caractère positif et durable et non pas seulement, négativement, comme mise en œuvre d'un cessez-le-feu. Cela demandera également de reconnaître que la violence ne naît pas toujours de la barbarie tribale ou de l'avidité de quelques seigneurs de guerre, mais aussi de la persistance d'inégalités socio-économiques et des frustrations qu'elles engendrent parmi la population. Il est donc d'abord nécessaire, si la justice transitionnelle se veut réellement au service d'une paix durable et juste, de prendre en considération l'éradication à long terme de la pauvreté. Dans cette mesure, les programmes de réparations et de développement deviennent partie intégrante de son agenda réformateur. Déjà, le droit aux réparations est désormais internationalement reconnu par divers traités internationaux. Ce droit repose sur l'idée selon laquelle il n'y a pas de réconciliation durable sans réduction effective des inégalités sociales structurelles liées à la dynamique même de la violence. Faire face à ces crimes économiques sera donc nécessaire pour que les autres mesures de justice n'apparaissent pas comme des gestes inconséquents. Parmi les nombreuses mesures de la justice transitionnelle, seules les réparations peuvent en effet prétendre avoir un effet direct et immédiat sur la vie des victimes : la démocratisation et la réconciliation sont quant à eux des processus à très long terme,



qui affecteront davantage leurs descendants.

Pourtant, la justice transitionnelle a, depuis ses débuts, eu tendance à privilégier les réparations sous forme d'indemnisations ponctuelles, modifiant ainsi notre compréhension même des « victimes ». Celles-ci deviennent étroitement définies comme ne comprenant que les individus ayant souffert de « violations graves des droits de l'homme » : torture, emprisonnement, disparition forcée, viol, ou exécution arbitraire. Les autres, ceux dont la vie a « simplement » été mutilée par les privations quotidiennes que chaque conflit engendre inévitablement, se voient donc exclus du champ de la reconnaissance après la violence. Comme l'explique Mahmood Mamdani, il faudrait, pour éviter cette exclusion, changer de perspective et prendre en considération non plus les seuls bourreaux et tortionnaires, responsables des violences physiques directes, mais aussi les bénéficiaires anonymes, la masse des individus ayant, par leurs actes ou leurs oublis, profité de ce que le système d'oppression structurelle leur offrait. Un tel élargissement aurait notamment pour conséquence une multiplication du nombre des victimes ayant droit à obtenir des réparations : de fait, *« les victimes définies dans leurs relations aux bénéficiaires représentent pratiquement la société toute entière³¹ »*. Plus que des réparations financières et ponctuelles, il faudrait donc, pour éradiquer ces injustices, regarder du côté du développement économique à long terme.

Réconcilier le passé et l'avenir des sociétés

Pour autant, le développement semble encore *a priori* fort éloigné des problématiques traditionnelles de la justice transitionnelle. Il ne

semble pas posséder de pouvoir vraiment « réparateur » : il est inclusif, général, et n'est pas spécifiquement créé en faveur des victimes. Les programmes de développement répondent à des besoins humains urgents et basiques, et seront donc perçus par ceux qui en bénéficient comme un droit qui leur revient en tant que citoyens, et non comme une réponse particulière liée à leur statut de victimes. Inversement, concevoir le développement en termes de réparations pour les seules victimes, sous la forme de programmes de discrimination positive, risquerait d'accroître les tensions sociales en animant le ressentiment de ceux qui n'en bénéficieraient pas. Pourtant, nous voudrions faire apparaître ici qu'il peut y avoir une certaine complémentarité entre ces deux registres. Le développement, en favorisant la réémergence des survivants de la violence comme acteurs autonomes et productifs sur la scène économique et politique, peut contribuer à « guérir » une société post-conflit. Mais pour ce faire, tant le développement que la justice transitionnelle doivent être analysés à partir de la notion de capacités définie par Amartya Sen, et selon l'optique propre à l'idée du « développement humain ».

Ainsi, le développement se voit-il pensé en termes « humains » : il s'agit moins d'augmenter les ressources dont les individus disposent que de donner à chacun les moyens de mener une vie autonome et d'étendre les libertés réelles dont les individus peuvent jouir. Cette conception du développement met l'accent sur l'indivisibilité des droits de l'homme : pas de droits politiques sans droits économiques, ni de croissance sans participation démocratique. C'est ici que le lien entre cette compréhension du développement et



les objectifs de la justice transitionnelle peut être établi : n'est-ce pas son rôle, à elle aussi, que de rendre possible une citoyenneté active, solide et participative ? Toutes les dimensions de la justice transitionnelle ne visent-elles pas précisément à promouvoir l'intégration sociale des victimes, des anciens bourreaux et des bénéficiaires dans le nouveau système démocratique ?

Depuis la publication d'un important rapport par l'ICTJ en 2009, les acteurs de deux domaines collaborent, et s'efforcent de rendre leurs actions plus cohérentes et complémentaires l'une de l'autre. Ce lien semble avoir été consacré par un rapport de 2011 de la Banque Mondiale³², qui fait du « traitement du passé » et de la démocratisation les conditions nécessaires au développement et à la sécurité. À première vue en effet, les programmes de développement et les processus de justice transitionnelle partagent de nombreux points communs, notamment en ce que chacun doit faire face à une forme similaire de vulnérabilité. De nombreuses études soulignent en effet que l'un des effets premiers de la violence politique se traduit par une incapacité à agir et à prendre activement part à la vie publique. Les personnes ayant survécu à des violations graves des droits de l'homme continuent longtemps à vivre dans la peur et l'insécurité permanentes, et ce sentiment peut rapidement s'étendre à leur entourage, même si celui-ci n'a pas directement fait l'expérience de la violence. Les effets à long terme de la dictature et de la violence civile seraient donc à chercher dans un certain repli sur la sphère privée, un recul de l'activité associative, une forme de fragmentation sociale. La conception élargie du développement à laquelle cette évolution a menée est au cœur du rapport présenté par Kofi Annan

lors d'un sommet censé faire le point sur les progrès des « Objectifs du Millénaire » en 2005.

L'objectif de cette définition du développement « humain » est que les peuples disposent enfin de « *la liberté de choisir la vie qu'ils veulent vivre, l'accès aux ressources qui rendront ces choix possibles, et la sécurité qui leur assure que ceux-ci peuvent être effectués en paix* »³³. Cette approche de l'ONU rappelle très clairement le travail d'Amartya Sen et son approche du développement par les capacités, qui place elle aussi au premier plan la liberté qu'a une personne de choisir entre différentes vies possibles³⁴. Pour Sen en effet, les capacités de choix des individus ne sont pas indépendantes de toute condition matérielle ou sociale. Le développement est précisément chargé de fournir ce contexte qui permettra l'exercice libre des capacités : la possibilité d'un choix libre compris au sens d'une liberté positive, d'un pouvoir-faire. Cette nouvelle approche du développement comme droit de l'homme et sécurité humaine invita donc les institutions internationales à tourner leurs regards vers d'autres indicateurs socio-économiques que la seule croissance économique, calculée en terme de ressource : taux de mortalité infantile, niveau d'éducation, accès aux services de santé, ou encore droits des femmes. Le développement, dès lors, devient ce processus qui permet d'étendre les libertés réelles dont les individus peuvent jouir. Il s'agit donc de diriger l'attention sur les objectifs, sur les fins du développement, et non pas sur ses seuls moyens (les ressources ou « biens premiers », au sens neutre défini par John Rawls).



Lier justice transitionnelle et développement économique pour un « développement transitionnel »

Les mécanismes de la justice transitionnelle pourraient, en ce sens, avoir un impact positif sur le développement lui-même, en contribuant à étendre l'éventail de choix des individus après la violence. En effet, l'héritage de celle-ci, sous ses différentes dimensions, peut faire fortement obstacle aux objectifs d'un développement durable : les violations graves des droits de l'homme remettent en cause certaines attentes normatives fondamentales, sans lesquelles nous ne pouvons agir. Elles détruisent ce que Jean Améry appelle la « *confiance dans le monde* »³⁵, cet ensemble d'attentes à la satisfaction desquelles chacun s'estime avoir légitimement droit. Lorsque ces attentes fondamentales sont déçues, les individus sont envahis par une peur qui les empêche d'agir : ils connaissent un sentiment profond d'égarement normatif, de solitude et de ressentiment. L'exercice du pouvoir est rendu impossible dans un tel contexte : les violations des droits de l'homme affectent la possibilité même du vivre et de l'agir ensemble. Elles nient le Politique en tant que tel. Cette dégradation du « capital social » affecte en retour le potentiel du développement économique : il est courant de dire en effet que les individus modifient leurs attentes en fonction de ce qu'elles estiment pouvoir raisonnablement obtenir : la pauvreté, telle que l'analyse Sen, détruit elle aussi, chez les individus, leur capacité à vouloir. Elle aurait donc le même effet que la victimisation : en ce sens, les objectifs du développement et ceux de la justice transitionnelle seraient bien, fondamentalement, convergents. Les populations ayant souffert des traumatismes

répétés auront tendance, sur plusieurs générations, à ne plus rien espérer de la sphère publique et du politique en général.

Une politique sociale réellement juste en période de transition devrait donc non pas considérer ces sujets comme des bénéficiaires passifs de l'aide, mais viser plutôt à faire d'eux des agents autonomes, capables de choix libres. L'objectif de l'aide doit donc être de les émanciper suffisamment pour qu'ils aient les moyens d'évaluer réellement ce qu'est leur bien-être et ce dont ils ont concrètement besoin pour le trouver. En écho à cette analyse des capacités, un rapport de la Banque Mondiale de 2002 sur « l'autonomisation et la réduction de la pauvreté » en appelle à « *une extension des avoirs et des capacités des plus pauvres, afin de leur permettre de participer aux institutions qui affectent leurs vies, de négocier avec elles, de les influencer, de les contrôler et de leur demander des comptes* »³⁶. La Banque Mondiale souligne l'importance de la participation civique et politique, constatant que les citoyens les plus pauvres considèrent souvent que leur situation économique est davantage liée à leur invisibilité politique, au fait que leur voix n'est pas entendue dans la sphère publique, qu'à une réelle absence de ressources matérielles. Ce rapport révèle un changement d'attitude significatif dans la conception de l'aide par les grandes institutions financières internationales : prenant acte de l'échec des politiques d'ajustements structurels du passé, la Banque Mondiale développa en effet, dès la fin des années 1990, une méthode intéressante d'« évaluation participative de la pauvreté » (*participatory poverty assessment*). Des audiences furent tenues dans le monde entier, sur un mode qui n'est pas sans rappeler le



fonctionnement des Commissions Vérité, afin d'entendre la voix de plus de 60 000 pauvres³⁷. Interrogées sur ce que signifiait pour elles la pauvreté, les personnes en cause évoquèrent non seulement leurs besoins matériels insatisfaits (alimentation, logement, habillement, eau potable), mais aussi leur incapacité à accéder aux ressources nécessaires pour satisfaire elles-mêmes ces besoins (terre, crédit, travail), et leur sentiment d'être ainsi d'autant plus vulnérables socialement ; les rapports issus de ces audiences confirmant donc l'intuition « senienne » de la pauvreté comme phénomène multidimensionnel.

Ces quelques éléments de réflexion nous permettent de montrer les limites d'une conception trop procédurale et neutre des biens premiers, telle que la conçoit le libéralisme « classique ». À cet égard, et notamment à partir des travaux de Martha Nussbaum, la notion de « vulnérabilité » peut ici s'avérer utile³⁸. C'est en effet un facteur que la justice transitionnelle tente de mettre en avant, notamment à partir de la notion même de « victime » qu'elle sacralise (quitte à contredire le modèle libéral d'un citoyen autonome, transparent à lui-même et maître de ses moyens). Ce concept présente en effet l'avantage de permettre d'articuler entre eux les privations matérielles, qui sont au centre des problématiques traditionnelles du développement, et les effets de la violence armée et de l'oppression, qui forment le cœur des interrogations de la justice transitionnelle. L'idée est que les individus les plus vulnérables socialement le sont aussi économiquement, car ils sont pris dans des cycles de pauvreté et de violence. Ainsi, ils se retrouvent aussi politiquement vulnérables : exclus à tous les niveaux, ils ne peuvent participer effectivement à la vie publique. Le cercle vicieux

se perpétue, car les personnes politiquement invisibles sont également incapables de surmonter les conditions socio-économiques de leur pauvreté, comme l'avait déjà bien vu Hannah Arendt. La construction d'un capital social, les politiques de redistribution économique, la réconciliation et la démocratisation devraient donc aller de pair.

Par ailleurs la justice transitionnelle peut contribuer à de telles réformes en attestant la réalité des crimes économiques du passé : ainsi dénoncer, voire juger ceux qui en sont les coupables est une manière de financer les réparations pour les victimes. La Commission Vérité et Réconciliation du Sierra Leone a fait un pas en ce sens, puisque ce sont les grandes compagnies minières et diamantaires, en partie responsables des exactions, qui furent appelées à fournir l'aide au développement pour les communautés affectées par le conflit. La Commission pour l'Amitié, la Vérité et la Réception au Timor Oriental fit des revendications similaires auprès de l'Indonésie et de l'ancien colon australien. En Tunisie, la loi organique de 2013 sur la justice transitionnelle accorde aux régions délibérément marginalisées par le passé le statut de victime, ouvrant la voie à des réparations collectives pensées par exemple comme programmes de développement prioritaire ou de discrimination positive. On parle beaucoup, déjà, de financer les réparations aux victimes par l'argent spolié par l'ancien dictateur. La justice transitionnelle peut donc bien contribuer à rendre le développement plus efficace : connaître la vérité sur le passé et identifier qui sont les responsables des inégalités présentes permet de mieux cibler la distribution des subventions et la nature de l'aide requise. Si la croissance reprend, le niveau de vie augmente, et le pays peut diversifier son économie pour ne



plus dépendre d'une source unique de revenu : le risque de guerre civile, par là même, s'en trouve diminué. Rapprocher développement et justice transitionnelle, c'est donc faire de cette dernière non plus seulement une manière de gérer l'« après », mais aussi, et d'abord, un outil de prévention des conflits futurs.

La transformation des systèmes de sécurité : pour un contrôle de cohérence

Selon des fondements téléologiques similaires et sous les auspices du rapprochement entre sécurité et développement évoqué plus haut, l'Aide moderne s'est de manière croissante intéressée aux rôles joués par les acteurs de la sécurité dans les conflits, suivant l'intuition souvent justifiée selon laquelle la gouvernance des appareils sécuritaires pèse de manière parfois déterminante sur le destin des nations. Reflétant une conception holistique de la sécurité, l'approche transformative des systèmes de sécurité se veut ainsi à l'interface des questions de sécurité, de gouvernance et de développement et vise une action cohérente et coordonnée de l'ensemble des acteurs impliqués dans les différentes sphères qui la compose³⁹. En pratique, il ne s'agit donc pas seulement de réformer les institutions garantes de la sécurité, mais de soutenir la légitimité et l'identité des constructions formant l'outil répressif et préventif des cadres normatifs, afin de rendre la sécurité systémique et de soumettre toutes les composantes du système à un contrôle de cohérence que l'on qualifiera de globalement « démocratique » (c'est-à-dire opéré par l'État, mais aussi les organes de la démocratie représentative, les composantes de la « société civile », les médias, et *in fine* les citoyens eux-mêmes), dans des

contextes où ces aspects de la chose publiques sont au contraire cloisonnés à l'excès. Il s'agit, en somme, de traiter la question fondamentale, wébérienne, du monopole légitime de la violence exercé par l'État, dans cette transposition institutionnelle du principe universel d'équilibre entre le militaire et le politique. Sur le plan technique et pratique, « *la RSS fait désormais partie du « kit de paix » au même titre que la transition sous contrôle international, l'élaboration d'une nouvelle constitution, les élections, la conférence des donateurs et la justice transitionnelle*⁴⁰ ».

Sans revenir ici en détail sur les origines et les multiples déclinaisons du concept, il conviendra cependant de rappeler que ce dernier est, d'une part, issu d'une conception plutôt anglo-saxonne – en l'occurrence britannique – du contrat social (« *balance of power* ») et, d'autre part, largement initié par une vocation toute prosaïque, celle d'acteurs du développement désireux d'entrer dans le champ diplomatique et sécuritaire⁴¹. Mais il convient également d'affirmer qu'en étant rapidement repris par la plupart des acteurs bi- ou multilatéraux, le concept a largement dépassé cette origine et révélé toute sa pertinence à l'épreuve des faits. Depuis son avènement, on observe par ailleurs que la « RSS » nourrit quelques similitudes avec d'autres approches propres à cette nouvelle ère du *peacebuilding*, comme celle de la justice transitionnelle ou de la gouvernance démocratique : il s'agit de renforcer l'intégrité du système et non seulement ses capacités (afin de contourner ainsi l'un des travers les plus courants de l'aide publique au développement) ; de promouvoir la légitimité des institutions en les plaçant sous un contrôle civil renforcé et étendu ; d'opérer un processus de vérification



des compétences et de sélection administrative s'apparentant aux transitions de tout temps pour répondre au défi d'une administration moralement discréditée ou même largement corrompue.

Or, en pratique, ce principe s'est avéré excessivement complexe à planifier, à mettre en œuvre et à évaluer, au fur et à mesure que l'intuition stratégique pertinente de départ s'est heurtée aux résistances structurelles largement connues de l'aide au développement (concurrence institutionnelle, difficultés de planification commune, complexe synthèse des cultures de travail), aboutissant à des actions peu stratégiques sur le terrain⁴², et même à quelques situations globalement qualifiées d'échecs⁴³. En réalité, la RSS semble donc davantage victime de la mauvaise application du concept que d'éventuels défauts originels du principe lui-même. Par définition, tout comme la justice transitionnelle, il se veut un processus politique et non un empilement de réformes techniques, mais en dépit de cette raison d'être, le concept se résume souvent à des actions de renforcement technique des capacités des forces de sécurité ou même de la gouvernance du secteur, sa dimension politique (qui en fait toute la richesse) étant largement sous-traitée.

Le concept étant également à vocation holistique, il implique de fait un coût très important, puisque visant à agir quasi-simultanément sur un grand nombre d'acteurs et d'institutions. La conséquence directe est principalement qu'aucun acteur, si important qu'il soit, ne peut couvrir simultanément la totalité du champ de la RSS. Ainsi, la coordination entre ces acteurs devient non pas souhaitable, mais indispensable, alors même que les difficultés inhérentes à cet exer-

cice (divergences de priorités, d'agendas, de moyens) se trouvent exacerbées dans le secteur de la sécurité. Mais il convient également de relativiser l'importance des coûts engagés : premièrement, les objectifs sont d'abord politiques, et même des financements modestes, bien utilisés dans une vocation stratégique, peuvent entraîner des changements structurels majeurs. Ensuite, les financements en question ne sont pas toujours aussi volumineux qu'espérés : en RDC par exemple, sur la période 2006-2010, les dépenses de développement des pays de l'OCDE consacrées à la paix et à la sécurité équivalaient à 3,75 % de l'engagement financier global dans le pays (qui représente 14 milliards de dollars), quand celles destinées à la gestion du système de sécurité représentaient 0,6 %⁴⁴. Il est donc permis de s'interroger, dans ces conditions, sur les chances de succès de réformer la gouvernance du système sécuritaire, au demeurant dans un pays de cette taille.

Construire la paix avec les acteurs des conflits, l'indispensable gageure ?

Problématique inhérente au conflit, l'avenir en temps de paix de ceux qui en sont les protagonistes les plus actifs : anciens et ex-combattants, ou plus largement hommes, femmes – voire enfants – en armes ou en lien (volontaire ou non) avec les armes. Pour le développement, cette problématique est devenue d'autant plus essentielle que la conséquence directe de l'évolution des conflits est une implication croissante de forces belligérantes civiles. C'est ainsi que depuis plus de vingt ans, les programmes visant à traiter ces éléments (avec l'acronyme consacré de « DDR » pour « désarmement, démobilisation et réintégra-



tion) sont devenus une composante centrale des stratégies de sortie de crise et de reconstruction post-conflit. Ils visent au désarmement et à la démobilisation des combattants issus selon les cas des forces armées étatiques ou de groupes armés divers, mais aussi à la réintégration de ces éléments, c'est-à-dire leur retour à un statut civil et leur réintégration (sociale, économique, symbolique, etc.) au sein de la société. Si cette dynamique d'intégration-réintégration a parfois été remise en cause du fait notamment de son caractère parfois superficiel⁴⁵, les enjeux sont tout de même bien réels, en particulier pour concilier la légitimité à agir en faveur de ces éléments (en particulier les aides de camp ou recrutés de force, qui sont potentiellement considérés comme des victimes directe ou collatérales des conflits) dans un objectif sécuritaire et socio-économique, avec le risque sociétal majeur de donner l'impression de privilégier ces individus à ceux qui en ont été les victimes, et s'accorder sur les modalités et justifications inégales de leur « *statut dans les figures imaginaires de la cité*⁴⁶ ». Mais en-deçà de ces considérations sociétales, il y a aussi des tensions juridiques souvent difficile à résorber (statut de victime difficile à établir, témoignage se heurtant aux amnisties négociées, complexité des réparations ou restitutions de biens acquis lors d'un conflit, etc.), qu'un lien avec les dynamiques de conciliation-réconciliation pourra aider à appréhender.

Par extrapolation, ces concepts mènent (ou ramènent) finalement à des problématiques historiques et quasi-universelles concernant d'abord la nature des appareils sécuritaires et plus encore leur place au sein de la Cité. De tous temps et en tous lieux, le rapport du politique à ses hommes en armes

a fait l'objet de tensions et de compromis, de nombreuses études historiques, sociologiques ou même pratiques appuyant le fait que « *construire un outil militaire qui obéisse au pouvoir souverain, qui soit payé sur une base régulière et ne se nourrisse pas sur le dos de la population est le résultat d'un long processus historique*⁴⁷ ». Les armées « jeunes », dont disposent aujourd'hui la plupart des États (faut-il rappeler que le nombre d'États souverains est passé de 85 à 192 dans la seconde moitié du XX^e siècle⁴⁸), ont souvent été construites selon des logiques d'abord patriotique ou indépendantiste, bénéficiant ou non de socles pré-indépendances voire précoloniaux⁴⁹. Or à la suite des évolutions bien connues des années 1990 puis 2000, d'autres logiques, largement irrationnelles, circonstancielles et utilitaristes, ont ensuite transformé ces corps, de plus en plus imbriqués dans la sphère politique voire économique, amenant des forces armées de conscription relativement modestes mais efficace à devenir des armées de métier paradoxalement indigentes et mêlées à des intérêts particuliers, participant à la dérive constatée d'une privatisation de la sécurité et de la défense corollairement à la perte de crédit de ces forces ; dérive qui ne profite d'ailleurs pas toujours à la plupart des intéressés eux-mêmes. Il devient dès lors difficile de parler de « réforme » quand il s'agit de faire émerger quasiment *ex nihilo* (ou plus difficilement encore, à partir de fragments inégaux d'appareils armés) un outil sécuritaire équilibré, à la fois crédible sur le plan capacitaire, fiable sur le plan politique et suffisamment ancré à la communauté nationale pour résister aux tentatives d'instrumentalisation face au même politique. Le risque étant grand (pour les acteurs de tous types) de voir ces forces retomber dans leurs travers⁵⁰, il justifie souvent à lui seul



que ces sujets soient relégués au second plan ou laissés aux seuls organismes ayant la légitimité suffisante à agir (au premier rang desquels figure le système des Nations Unies).

Autre phénomène dont la nouveauté est là aussi toute relative, la tentation également grande de regrouper sous la bannière des « forces de sécurité » des individus ayant des trajectoires très différentes, en intégrant par exemple systématiquement les « ex-combattants » précédemment évoqués à des appareils sécuritaires déjà chancelants. Or, là encore l'Histoire peut ici apporter un regard éclairant : certes, d'Alexandre et « ses » asiatiques aux conscrits de la Grande Armée napoléonienne ou, plus proche de nous, des différentes formules modernes d'intégration de contingents étrangers aux armées nationales, ces mélanges (ou « brassages », dirait-on aujourd'hui) ont été une réalité. Mais il semble que ces phénomènes, qui ont d'ailleurs connu des réussites pour le moins diverses, obéissaient à des règles qui font largement défaut dans les conflits actuels : d'abord, la solidité organisationnelle et la rationalité militaire des armées « absorbantes » ; ensuite, l'ampleur suffisamment grande de la tâche sécuritaire (ou expansionniste) pour garantir un plein emploi des forces ainsi accumulées ; enfin, la conduite d'un processus minimal de vérification et de sélection (*vetting*) des forces « intégrées », sur le plan militaire mais aussi et surtout sur une forme d'adhésion morale à la puissance intégrante. Or aujourd'hui, si certaines de ces conditions semblent surannées, l'idée d'une forme de *vetting* (basé en particulier sur l'examen des abus commis) semble indissociable d'une refonte des appareils sécuritaires sur les bases de l'intégration sous la même bannière

d'éléments auparavant opposés ; à plus forte raison, le passage durable de ces éléments du monde de la guerre à celui de la paix (dans les forces de sécurité intérieures, par exemple) pourra difficilement faire l'économie d'un procédé de ce type afin de limiter l'importation des *habitus* bellicieux et de la violence « d'un monde à l'autre ».

Justice transitionnelle et réforme des systèmes de sécurité : dépasser le dilemme « paix contre justice »

Sur ce point, il convient précisément de rappeler que ce type de processus ne va pas sans frictions, au sens où ils touchent à l'équilibre des forces locales ou régionales, légitimes ou illégitimes. Certains acteurs n'ont en effet aucun intérêt à ce qu'une telle refonte s'opère, et les résistances peuvent être très fortes, en particulier avec l'exigence de justice de plus en plus présente en sortie de conflit pour briser les cultures d'impunité qui en sont parfois à l'origine. Plusieurs auteurs et praticiens ont démontré la difficulté de reconstruire avec ces éléments déstabilisateurs un système de sécurité crédible (au-delà du traitement judiciaire de ces éléments), défi qui ramène en substance à l'interrogation du philosophe et du politique : comment construire l'avenir avec des hommes du passé ? Ainsi Pierre Hazan évoquera le « *rétrécissement des amnisties permissibles* »⁵¹, permettant d'établir une forme de criblage entre les auteurs de crimes les plus graves et ceux dont les faits pourront éventuellement être traités par des procédures non judiciaires, quand Antoine Garapon et Joël Hubrecht mettent en avant la logique de séquençage avec la problématique judiciaire : « *La justice réclame ensuite un minimum de sécurité : elle ne peut se rendre sur fond*



de bruits de bottes ou sous la menace d'un coup de force⁵² ».

À ce propos, on a souvent reproché aux mécanismes de justice transitionnelle la faiblesse des liens avec l'environnement et la restructuration sécuritaires. Mais là encore est-il permis de s'interroger : à supposer que la volonté politique ne fasse pas défaut, le peuvent-elles vraiment ? Gardons-nous d'oublier en effet que la nuance entre le pouvoir (qui vit dans le monde des idées) et la puissance (ancrée dans le réel) s'applique plus qu'ailleurs à ces notions, faisant parfois se heurter les intentions les plus louables au réalisme le plus froid. Mais c'est là tout l'apport potentiel d'une réforme holistique de la sécurité : en facilitant progressivement le retour à un équilibre entre forces politiques et sécuritaires, elle pourra permettre des avancées sur bien d'autres plans relatifs à l'aide post-conflit, et ainsi participer à réduire les potentiels de conflictualité. De même, les tensions économiques, sociales et démographiques semblent également avoir un poids important dans la restructuration – ou l'avènement – des systèmes de sécurité. Lorsqu'une large part de la population vit en dessous du seuil de pauvreté et qu'il existe dans certains pays des risques importants de crises alimentaires et de gestion des ressources, aux risques de troubles sociaux qui par ricochet font s'affronter populations et forces de l'ordre, s'ajoutent en effet les questions de formation et d'emploi des corps habillés.

Nonobstant ces difficultés certaines à résorber les tensions entre justice et sécurité, ce processus de réexamen des rapports entre le militaire et le politique offre aussi d'importantes opportunités, dont l'ébauche historique entamée plus haut

rappelle quelques enjeux : de nombreux pays se sont en effet construits et reconstruits sur la redéfinition (certes, plus souvent subie qu'initiée) de ces rapports. Or par un paradoxe dont il est parfois difficile de cerner les causes, les travaux (et les actions) sur la refonte des appareils sécuritaires dans les environnements fragiles et conflictuels ont souvent alerté sur les dangers d'une imbrication trop forte entre l'État et l'armée et sur la nécessité de rendre techniquement hermétiques ces deux entités, mais on finalement assez peu mis à profit les effets bénéfiques à tirer du lien entre la Nation et l'armée à tous les niveaux, de l'économie à la culture populaire ou les représentations personnelles que chacun développe des « hommes en armes ». Pourtant, *« faire l'histoire du catalogue de mots, d'idées, d'images et d'émotions associés aux hommes en armes, c'est ainsi dépasser la dichotomie entre État et société et entrer dans le jeu de représentations collectives nées dans l'institution et à ses marges. Or, l'image des métiers de l'ordre n'est pas uniquement négative⁵³ »*. Plus largement, l'intérêt ainsi exprimé à lier les problématiques de constructions étatiques à celles de construction d'outils sécuritaires « fiables » étant en théorie leur corollaire autant que leur condition, permet de rappeler que le cadre étatique national, pour peu qu'il se construise sous des conditions de légitimité suffisantes, semble parfois agir comme un rempart à la « brutalisation du monde⁵⁴ », une ressource utile à la « républicanisation des esprits » au sein des forces armées et plus largement de la société⁵⁵, et plus simplement une revitalisation des « quatre fonctions de la force publique (confinement, renseignement, contrôle et intervention)⁵⁶ », ou piliers permettant l'exercice du monopole étatique de type wébérien.



Ainsi, ces quelques considérations nous amènent à dérouler le fil du double constat initial selon lequel ces problématiques anciennes sont difficilement appréhendées par les concepts contemporains, et combien le dialogue des cultures scientifiques et pratiques peut être enrichissant pour repenser le rapport à la paix, dans une action liant au mieux le droit, la force et l'expression collective et individuelle des principes qui régissent les sociétés humaines et y limitent les conflits.

Au-delà du post-conflit, la fabrique du politique

Intervenir en situation de post-crise revient donc à s'interroger directement sur la fabrique du politique et le « temps long » cher à Braudel⁵⁷. À cet égard, les mécanismes transitionnels ne peuvent plus être pensés comme des instruments strictement juridiques ou sécuritaires, ni comme l'implémentation séquentielle d'une suite de « mécanismes » ou d'« outils ». Bien au contraire, ce rapide aperçu des continuités existantes entre leur domaine d'action et celui du développement, compris dans sa dimension « humaine », souligne la vocation intrinsèquement politique de la justice transitionnelle et de la réforme des systèmes de sécurité, qui apparaissent bien ici comme des vecteurs d'un nouveau contrat social.

Ces « nouveaux » conflits, qui trouvent largement écho dans le temps passé et des réalités anciennes, restent aujourd'hui difficiles à appréhender faute de temps suffisant pour trouver des solutions novatrices, sur le plan technique, matériel bien sûr ; sur le plan du capital humain et financier mis en œuvre, assurément ; mais aussi sur celui de l'effort d'une analyse et d'une expertise non pas

uniformisées, mais harmonisées. Au prix d'une reconfiguration de la relation entre la recherche et l'action, d'une perspective de complémentarité entre sécurité humaine et construction étatique, et d'une capacité améliorée d'examen des échecs et succès passés, certaines de ces réponses pourront être trouvées.

Dans un documentaire paru en 2012, la narration s'interrogeait sur la « fabrique d'un État »⁵⁸. Aujourd'hui, à la lumière des constats scientifiques et pratiques relevés sur les dynamiques conflictuelles à l'œuvre, et sur leur éventuelle résorption, le défi semble plus large encore : au-delà des défis essentiels que la création de richesses, de la stabilité, de l'accès aux services sociaux et du respect de la dignité humaine, ce n'est ni plus ni moins au prix d'une réflexion sur la fabrique du politique, du contrat social et d'une forme d'unité nationale ou de projet commun que les pays continuellement en crise pourront bâtir plus sereinement leur avenir.

Les opinions exprimées par les auteurs ne représentent ni ne reflètent, en aucun cas et d'aucune manière, celles des organisations auxquelles ils appartiennent et ont appartenu.

R · É · F · É · R · E · N · C · E · S

Theodor ADORNO et Max HORKHEIMER, *La dialectique de la Raison*, Paris, Gallimard, coll. « Tell », 1983.

Kossi AGOKLA, Niagalé BAGAYOKO, Boubacar N'DIAYE (dir.), *La réforme des systèmes de sécurité et de justice en Afrique francophone*, Organisation internationale de la francophonie, Paris, mars 2010.

Jean AMÉRY, *Par-delà le crime et le châtiment. Essai pour surmonter l'insurmontable*, Paris, Actes Sud, coll. « Babel », 2005.

Kofi ANNAN, « In Larger Freedom: Towards Development, Security and Human Rights for All », *Rapport du Secrétaire Général des Nations Unies*, UN Doc. A/59/2005, New York, 21 mars 2005, Annexe, §2

Axel AUGÉ, « Les réformes du secteur de la sécurité et de la défense en Afrique sub-saharienne : vers une institutionnalisation de la gouvernance du secteur sécuritaire », in *Afrique contemporaine*, 2006/2 n° 218, pp. 49-67.

Séverine BELLINA, Dominique DARBON, Stein Sundstol ERIKSEN, Ole Jacob SENDING, *L'État en quête de légitimité. Sortir collectivement des situations de fragilité*, Paris, Éditions Charles Léopold Mayer, 2010.

Fernand BRAUDEL, *Grammaire des Civilisations*, Paris, Flammarion, 1987 (1ère édition).

Alan BRYDEN, Heiner HÄNGGI (dir.), *Reform and Reconstruction of the Security Sector*, DCAF Yearly Books, Genève, 2004.

Jean-Marc CHÂTAIGNER et Hervé MAGRO, éd., *États et sociétés fragiles : entre conflits, reconstruction et développement*, Paris, Karthala, 2007.

Jean-Marc CHÂTAIGNER éd., *Fragilités et résilience, les nouvelles frontières de la mondialisation*, Paris, Karthala, 2014.

Magali CHELPI-DEN HAMER, « Le mythe du jeune désœuvré », *Afrique contemporaine*, 2009/4 n° 232, pp. 39-55.

Paul COLLIER, "Economic Causes of Conflict and their Implications for Policy", *Oxford University*, Avril 2006,

Paul COLLIER, "Development and Conflict", *Oxford University*, Octobre 2004

Ariel COLONOMOS, *La morale dans les relations internationales*, Paris, Odile Jacob, 2005, p. 71.

Barthélémy COURMONT, « L'émergence de nouveaux acteurs asymétriques », *Revue internationale et stratégique*, 2003/3 n°51, pp. 81-87.

Charles-Philippe DAVID, « Repenser la guerre et la paix au XXI^e siècle », *Politique étrangère*, 2013/3 Automne, pp. 27-38.

Dominique DAVID, « La guerre, toujours recommencée », *Politique étrangère*, 2013/3 Automne, pp. 53-64.

Marielle DEBOS et Joël GLASMAN, « Politique des corps habillés. État, pouvoir et métiers de l'ordre en Afrique », *Politique africaine*, 2012/4 N° 128, p. 5-23, p. 11.

Pablo DE GREIFF, "Transitional Justice, Security, and Development", *Security and Justice Thematic Papers*, Washington: World Bank Development Report, 2011.

Nathalie DUCLOS (dir.), *L'adieu aux armes ? Parcours d'anciens combattants*, Paris, Karthala, 2010.

Francis FUKUYAMA, *State Building: Governance and World Order in the Twenty-First Century*, Londres, Profile, 2004.

Johann GALTUNG, « After Violence. Reconci-



- liation, Reconstruction and Resolution », in Mohammed Abu-Nimer, éd., *Reconciliation, Justice and Coexistence*, Lanham, Lexington Books, 2001.
- Antoine GARAPON, Joël HUBRECHT, *La justice reconstitutive : un objectif diplomatique pour prévenir et surmonter les crimes de masse*, Rapport de l'Institut des Hautes études sur la justice, Paris, juin 2013, p. 38.
- François GAULME, « « États faillis », « États fragiles » : concepts jumelés d'une nouvelle réflexion mondiale », *Politique étrangère*, 2011/1 Printemps, pp. 17-29.
- François GAULME, « Franchir le miroir : 'Régimes hybrides' et pouvoir traditionnels dans les États fragiles », *Notes de l'IFRI*, Institut Français des Relations Internationales, décembre 2012.
- Antonio GIUSTOZZI, « Double-Edged Swords : Armies, Elite Bargaining and State-building », *Crisis State Research Center, Working Paper* n° 86, London School of Economics, Londres, février 2011.
- Pierre HAZAN, *La paix contre la justice, Comment reconstruire un État avec des criminels de guerre*, André Versaille éditeur, Bruxelles, 2010, p. 35.
- Louis JOINET (dir.), *Lutter contre l'impunité, 10 questions pour comprendre et agir*, Paris, La Découverte, 2002.
- Mary KALDOR, *New and Old Wars. Organized Violence in a Global Era*, Stanford, Stanford University Press, 1999.
- Robert KAPLAN, *Balkan's Ghosts*, New York, St Martin's Press, 1993. Voir aussi Robert Kaplan, « Historic Cauldron », *The Atlantic Monthly*, juin 1991.
- Joseph LAROCHE, *La brutalisation du monde. Du retrait des États à la décivilisation*, Liber, Montréal, 2011.
- Aline LEBŒUF, « La réforme du secteur de sécurité, entre bureaucraties et stratégie », *Focus stratégique*, n°51, Institut Français des Relations Internationales, avril 2014.
- Primo LEVI, *Si c'est un homme*, Paris, Julliard, 1988, p. 29.
- Mahmood MAMDANI, « Reconciliation Without Justice », *South African Review of Books*, vol. 46, 1996.
- Sébastien MELMOT, « Candide au Congo. L'échec annoncé de la réforme du secteur de sécurité (RSS) », in *Focus stratégique*, n°9, Institut Français des Relations Internationales, septembre 2008, p. 7.
- David MUELLER, « The Banality of Ethnic Wars », *International Security*, vol 25, n°1, 2000.
- Deepa NARAYAN, éd., *Voices of the Poor : Crying Out for Change*, World Bank, Oxford University Press, 2000.
- Martha NUSSBAUM, *Creating Capabilities: The Human Development Approach*, Harvard University Press, 2011.
- Martha C. NUSSBAUM et Amartya K. SEN (éds), *The Quality of Life*, Oxford, Clarendon Press, 1993.
- Arthur PAIGE, « How 'Transitions Reshaped Human Rights' », *Human Rights Quarterly*, Volume 31, Number 2, May 2009, pp. 321-367.
- Robert ROTBERG, éd., *When States Fail: Causes and Consequences*, Princeton, Princeton University Press, 2004.
- Jacques SÉMELIN, *Purifier et détruire. Les usages politiques des massacres et génocides*, Paris, Seuil, coll. « Point Essai », 2008, p. 17.
- Amartya SEN, « L'évaluation de la justice doit-elle se fonder sur les moyens ou sur les libertés? », in Amartya Sen, *Éthique et économie*, Paris,



PUF, 1993, pp. 215-227.

Amartya SEN, *Resources, Values and Development*, Oxford, Blackwell, 1984, p. 512.

Serge SUR, *Un monde en miettes. Les relations internationales à l'aube du XXI^e siècle*, La Documentation française, Paris, 2010.

Astri SURHKE et Ingrid SAMSET, « What's in a Figure? Estimating Recurrence of Civil Wars », *International Peacekeeping*, vol. 12, n°2, 2007, pp. 95-203.

Ruti TEITEL, *Transitional Justice*, Oxford, Oxford University Press, 2000 ; Carlos Nino, *Radical Evil on Trial*, Yale, Yale University Press, 1999.

Jean-Bernard VÉRON, « La délicate mais indispensable implication de l'aide dans les conflits », in *Afrique contemporaine*, 2004/1 n° 209, pp. 51-64.

Joseph VITALIS, « La réforme du secteur de sécurité en Afrique ; Contrôle démocratique de la force publique et adaptation aux réalités du continent », in *Afrique contemporaine*, 2004/1 n° 209, pp. 65-79

William ZARTMAN., éd., *Collapsed Sates. The Desintegration and Restauration of Legitimate Authority*, Boulder, Lynne Rienner, 1995

N · O · T · E · S

1. Voir Astri Surhke et Ingrid Samset, « What's in a Figure? Estimating Recurrence of Civil Wars », *International Peacekeeping*, vol. 12, n°2, 2007, pp. 95-203.

2. Voir par exemple le *Failed States Index*, devenu *Fragile States Index*.

3. François Gaulme, « 'États faillis', 'États fragile' : concepts jumelés d'une nouvelle réflexion mondiale », *Politique étrangère*, 2011/1 Printemps, pp. 17-29.

4. Ibid, p. 26. Voir également François Gaulme, « Fran-
chir le miroir : 'Régimes hybrides' et pouvoir tradition-
nels dans les États fragiles », *Notes de l'IFRI*, Institut
Français des Relations Internationales, décembre 2012.

5. Jean-Marc Châtaigner et Hervé Magro, éd., *États
et sociétés fragiles : entre conflits, reconstruction et
développement*, Paris, Karthala, 2007.

6. Voir notamment Séverine Bellina, Dominique
Darbon, Stein Sundstol Eriksen, Ole Jacob Sending,
*L'État en quête de légitimité. Sortir collectivement des
situations de fragilité*, Paris, Éditions Charles Léopold
Mayer, 2010.

7. Voir notamment William Zartman., éd., *Collapsed
Sates. The Desintegration and Restauration of Le-
gitimate Authority*, Boulder, Lynne Rienner, 1995, ou
Robert Rotberg, éd., *When States Fail: Causes and
Consequences*, Princeton, Princeton University Press,
2004, Jean-Marc Châtaigner et Hervé Magro, éd., *États
et sociétés fragiles : entre conflits, reconstruction et
développement*, Paris, Karthala, 2007.

8. Jean-Marc Châtaigner éd., *Fragilités et résilience,
les nouvelles frontières de la mondialisation*, Paris,
Karthala, 2014.

9. Bertrand Badie, « Le temps des guerres sans destin
ni fonction », Entretien avec Mediapart dans le cadre
du Colloque de l'Unesco, « *Guerres du XXI^e siècle* »,
Paris, 27 février 2014.



10. Serge Sur, *Un monde en miettes. Les relations internationales à l'aube du XXI^e siècle*, La Documentation française, Paris, 2010.
11. Barthélémy Courmont, « L'émergence de nouveaux acteurs asymétriques », *Revue internationale et stratégique*, 2003/3 n°51, pp. 81-87.
12. Charles-Philippe David, « Repenser la guerre et la paix au XXI^e siècle », *Politique étrangère*, 2013/3 Automne, pp. 27-38.
13. Dominique David, « La guerre, toujours recommencée », *Politique étrangère*, 2013/3 Automne, pp. 53-64.
14. Voir notamment Johann Galtung, « After Violence. Reconciliation, Reconstruction and Resolution », in Mohammed Abu-Nimer, éd., *Reconciliation, Justice and Coexistence*, Lanham, Lexington Books, 2001.
15. Ariel Colonomos, *La morale dans les relations internationales*, Paris, Odile Jacob, 2005, p. 71.
16. "Rapport mondial sur le développement humain", Programme des Nations Unies pour le Développement, 1994, disponible sur: http://hdr.undp.org/sites/default/files/hdr_1994_fr_complet_nostats.pdf. Voir notamment le chapitre II « Les nouvelles dimensions de la sécurité humaine », pp. 27-43.
17. Rapport du groupe d'étude sur les opérations de paix, Nations Unies, Assemblée Générale, A/55/305 - S/2000/809, 21 août 2000, disponible sur : http://www.un.org/fr/peacekeeping/sites/peace_operations/
18. Francis Fukuyama, *State Building: Governance and World Order in the Twenty-First Century*, Londres, Profile, 2004.
19. Jean-Bernard Véron, « La délicate mais indispensable implication de l'aide dans les conflits », in *Afrique contemporaine*, 2004/1 n° 209, pp. 51-64.
20. Jacques Sémelin, *Purifier et détruire. Les usages politiques des massacres et génocides*, Paris, Seuil, coll. « Point Essai », 2008, p. 17.
21. Primo Levi, *Si c'est un homme*, Paris, Julliard, 1988, p. 29. Primo Levi attrape une galactique de glace pour épancher sa soif, mais un SS la lui arrache. Au « Pourquoi? » étonné de l'auteur, l'Allemand répond simplement: « Hier is kein warum ».
22. C'est en particulier l'argument développé par Robert Kaplan, *Balkan's Ghosts*, New York, St Martin's Press, 1993. Voir aussi Robert Kaplan, « Historic Cauldron », *The Atlantic Monthly*, juin 1991.
23. Jacques Sémelin, *Purifier et détruire, op. cit.*, p. 406.
24. Voir Paul Collier, "Economic Causes of Conflict and their Implications for Policy", Oxford University, Avril 2006, disponible sur: <http://users.ox.ac.uk/~econpco/research/pdfs/EconomicCausesofCivilConflict-ImplicationsforPolicy.pdf>. Voir aussi Paul Collier, "Development and Conflict", Oxford University, Octobre 2004, disponible sur: <http://www.un.org/esa/documents/Development.and.Conflict2.pdf>
25. David Mueller, « The Banality of Ethnic Wars », *International Security*, vol 25, n°1, 2000.
26. Theodor Adorno et Max Horkheimer, *La dialectique de la Raison*, Paris, Gallimard, coll. « Tell », 1983.
27. Louis Joinet (dir.), « Lutter contre l'impunité, 10 questions pour comprendre et agir », Paris, La Découverte, 2002.
28. Voir Pablo de Greiff, "Transitional Justice, Security, and Development", *Security and Justice Thematic Papers*, Washington: World Bank Development Report, 2011.
29. Voir notamment Ruti Teitel, *Transitional Justice*, Oxford, Oxford University Press, 2000; Carlos Nino, *Radical Evil on Trial*, Yale, Yale University Press, 1999.
30. Paige Arthur, "How 'Transitions Reshaped Human Rights'", *Human Rights Quarterly*, Volume 31, Number 2, May 2009, pp. 321-367.
31. Mahmood Mamdani, « Reconciliation Without



Justice », *South African Review of Books*, vol. 46, 1996.

32. Banque Mondiale, « Conflits, Sécurité et développement », *World Development Report*, Washington, 2011.

33. Kofi Annan, « In Larger Freedom: Towards Development, Security and Human Rights for All », Rapport du Secrétaire Général des Nations Unies, UN Doc. A/59/2005, New York, 21 mars 2005, Annexe, §2, disponible sur : <http://www.un.org/largerfreedom/contents.htm>.

34. Amartya Sen, « L'évaluation de la justice doit-elle se fonder sur les moyens ou sur les libertés? », in Amartya Sen, *Ethique et économie*, Paris, PUF, 1993, pp. 215-227.

35. Jean Améry, *Par-delà le crime et le châtiment. Essai pour surmonter l'insurmontable*, Paris, Actes Sud, coll. « Babel », 2005.

36. « Empowerment and Poverty Reduction : A Sourcebook, PREM, World Bank, Mai 2002, disponible sur : <http://siteresources.worldbank.org/INTEMPPOWER/MENT/Resources/486312-1095094954594/draft.pdf>

37. Deepa Narayan, éd., *Voices of the Poor : Crying Out for Change*, World Bank, Oxford University Press, 2000.

38. Voir notamment Martha Nussbaum, *Creating Capabilities: The Human Development Approach*, Harvard University Press, 2011 ; et Martha C. Nussbaum et Amartya K. Sen (éds), *The Quality of Life*, Oxford, Clarendon Press, 1993.

39. Voir notamment Alan Bryden, Heiner Hänggi (dir.), *Reform and Reconstruction of the Security Sector*, DCAF Yearly Books, Genève, 2004.

40. Sébastien Melmot, « Candide au Congo. L'échec annoncé de la réforme du secteur de sécurité (RSS) », in *Focus stratégique*, n°9, Institut Français des Relations Internationales, septembre 2008, p. 7.

41. Ibid., pp. 17-20.

42. Aline Leboeuf, « La réforme du secteur de sécurité,

entre bureaucraties et stratégie », *Focus stratégique*, n°51, Institut Français des Relations Internationales, avril 2014.

43. Sébastien Melmot, *op. cit.*, pp. 21-23.

44. Rapport collectif, « République Démocratique du Congo : Prendre position sur la réforme du secteur de la sécurité », 2014.

45. Magali Chelphi-den Hamer, « Le mythe du jeune désœuvré », *Afrique contemporaine*, 2009/4 n° 232, pp. 39-55.

46. Nathalie Duclos (dir.), *L'adieu aux armes ? Parcours d'anciens combattants*, Paris, Karthala, 2010.

47. Aline Leboeuf, *op. cit.*, p. 11.

48. François Gaulme, *op. cit.*, p. 3.

49. Voir notamment les analyses comparatives historiques et sociologiques détaillées des armées africaines dans Kossi Agokla, Niagalé Bagayoko, Boubacar N'Diaye (dir.), *La réforme des systèmes de sécurité et de justice en Afrique francophone*, Organisation internationale de la francophonie, Paris, mars 2010.

50. Voir notamment Antonio Giustozzi, « Double-Edged Swords : Armies, Elite Bargaining and State-building », *Crisis State Research Center, Working Paper no. 86*, London School of Economics, Londres, février 2011.

51. Pierre Hazan, *La paix contre la justice, Comment reconstruire un État avec des criminels de guerre*, André Versaille éditeur, Bruxelles, 2010, p. 35.

52. Antoine Garapon, Joël Hubrecht, *La justice reconstitutive : un objectif diplomatique pour prévenir et surmonter les crimes de masse*, Rapport de l'Institut des Hautes études sur la justice, Paris, juin 2013, p. 38.

53. Marielle Debos et Joël Glasman, « Politique des corps habillés. État, pouvoir et métiers de l'ordre en Afrique », *Politique africaine*, 2012/4 N° 128, pp. 5-23, p. 11.

54. Josepha Laroche, *La brutalisation du monde. Du retrait des États à la décivilisation*, Liber, Montréal,



2011.

55. Axel Augé, « Les réformes du secteur de la sécurité et de la défense en Afrique sub-saharienne : vers une institutionnalisation de la gouvernance du secteur sécuritaire », in *Afrique contemporaine*, 2006/2 n° 218, pp. 49-67.

56. Joseph Vitalis, « La réforme du secteur de sécurité en Afrique ; Contrôle démocratique de la force publique et adaptation aux réalités du continent », in *Afrique contemporaine*, 2004/1 n° 209, pp. 65-79

57. Voir notamment Fernand Braudel, *Grammaire des Civilisations*, Paris, Flammarion, 1987 (1^{ère} édition).

58. Film documentaire réalisé par Anne Poirer et Florence Martin-Kessler, *La Fabrique d'un État*, Quark Productions (prod.), ARTE France (diff.), 2012.

R · É · S · U · M · É

Dans le prolongement des outils « traditionnels » de l'aide au développement, de nouveaux champs sont apparus depuis la fin de la Guerre Froide, croisant objectifs et pratiques sécuritaire, diplomatique ou développementale, afin de tenter d'apporter une réponse à des conflits dont la nouveauté ne semble pas tant liée aux formes, échelles, protagonistes ou raisons qui les caractérisent qu'à la conjonction relativement inédite et paradoxale des phénomènes simultanés d'internationalisation et de « désinstitutionnalisation » de ces conflits, reflétant une recomposition toujours plus rapide et incertaine du paysage géopolitique international. En confrontant les notions et les regards de l'historien, du philosophe, du sociologue ou du politologue, les auteurs tenteront d'abord une remise en perspective historique et étymologique des notions de conflit, de paix et de sécurité, puis, à travers quelques exemples prélevés des axes illustratifs de la justice et de la sécurité, ils inciteront à décrypter certains des enjeux sous-jacents de ces outils, de leur rapport aux autres sphères du développement, de leur environnement complexe, pour encourager à renouveler *in fine* le paradigme des « politiques de paix » au sein des relations internationales.

Abstract

In the wake of "traditional" development assistance tools, new areas have emerged since the end of the Cold War at the crossroads of security, diplomatic and developmental objectives and practices. They have been a tentative to provide a response to conflicts of a new kind, not so much in their forms, scales, protagonists or causes, but in the sense that they display a paradoxical and previously unseen convergence of internationalization and "dis-institutionalization", re-



flecting an increasingly rapid and uncertain reshaping of the geopolitical landscape. By comparing concepts and perception of historians, philosophers, sociologists or political scientists, the authors will first attempt to revisit the notions of conflict, peace and security from an historical and etymological perspective, and then will suggest – through examples drawn from the themes of justice and security – a decoding of some issues underlying these tools, their links to the other spheres of the development area, and their complex environment, in order to renew in fine the “peace policies” paradigm in international relations.